

# LETTRE

DE MONSIEUR

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

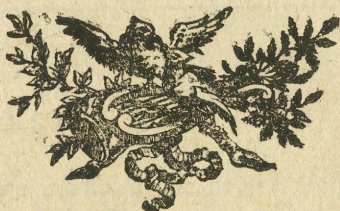
DE LA SÉNÉCHAUSSEE,

A MESSIEURS

LES MAIRE, ÉCHEVINS

ET ASSESSEUR

DE LA VILLE DE MARSEILLE:



A MARSEILLE;

De l'Imprimerie de JEAN MOSSY, Pere & Fils,  
Imprimeurs, & Libraires à la Canebière.

---

1789.



L E T T R E

DE MONSIEUR

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL

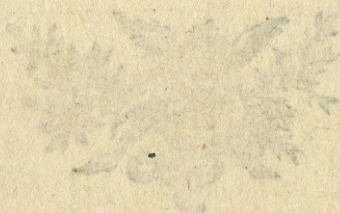
DE LA SÉNÉGAMBIE,

A MESSIEURS

LES MAIRES, ROCHERS

ET ASSÉSSEURS

DE LA VILLE DE MARSEILLE.



A MARSEILLE,

De l'imprimerie de Jean Morey, Percussier,  
Imprimeur, & Libraire à la Cour.

1782



---

**L E T T R E**  
*DE MONSIEUR*  
**LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL**  
**DE LA SÉNÉCHAUSSEE,**  
*A MESSIEURS*  
**LES MAIRE, ECHEVINS**  
**ET ASSESSEUR**  
**DE LA VILLE DE MARSEILLE.**

---

*A Marseille, ce 23 Mars 1789.*

**M**ESSIEURS,

J'ignore quelle a été votre détermination, ensuite de la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier, en réponse à la vôtre du 20. Si vous croyez devoir faire délibérer le Tiers-état, à sa première Assemblée du 24, pardevant vous, sur le renvoi de l'Assemblée du 28, que le Commerce vous a engagé à me demander; il m'importe que tout ce qui s'est passé, de MM. les Députés à moi, soit bien éclairci, & que le Tiers reconnoisse que je n'ai rien ordonné que conformément à mes instructions, & pour son plus grand



avantage ; bien instruit , il reviendra facilement des préventions qu'on a réussi à lui faire adopter.

Le Règlement du 24 Janvier , exécutoire pour la Provence , dans sa disposition de l'Article XXXIV , à laquelle il n'a pas été dérogé , ordonne : » Que dans les Bailliages principaux ,  
 » qui n'en ont pas de secondaires , les Députés  
 » du Tiers seront tenus de se réduire au nombre  
 » de deux cents , pour l'Election des Députés  
 » aux Etats-généraux. »

Cette disposition est pour la députation du Tiers-état des Bailliages , & ne doit pas être appliquée aux députations des Villes de leur Ressort , à l'Assemblée générale des Trois-Ordres de chaque Bailliage , puisqu'il n'est point de Ville dans le Royaume qui ait à y envoyer un nombre de Députés réductible à deux cents. Lyon , qui en a le plus , n'en fournit que cent cinquante à l'Assemblée de la Sénéchaussée.

Les Etats joints aux Réglemens sont intitulés : *Ets des Villes qui doivent envoyer plus de Députés aux Assemblées des Sénéchaussées ou Bailliages ; & non , Etat des Sénéchaussées ou Bailliages.*

Les Assemblées des Sénéchaussées sont donc bien distinctes des Assemblées des Villes : celle-ci sont présidées par les Officiers-Municipaux ; les premières par les Sénéchaux , ou leurs Lieutenans.

Toutes ces idées ont été confondues ici , parce que la Sénéchaussée & la Ville , & son Terroir , n'ont paru être qu'une même chose ; la Sénéchaussée , ou son district , est même moindre que la Ville & son Terroir , puisque ce terroir comprend la Seigneurie de St. Marcel , qui n'est pas de mon Ressort.



Mais s'ensuit il de là que la disposition générale qui accorde au moins deux cens Députés à chacune des Sénéchaussées principales , qui n'en ont point de Secondaires , s'évanouisse pour Marseille ? Pour Marseille peuplée & importante autant & davantage que la plupart de ces Sénéchaussées ? A Marseille où toutes les impositions sont supportées également par la généralité des habitans de la Ville & du Terroir , sans distinction d'état ni de condition ? Je ne l'ai pas pensé ainsi ; & j'ai exposé dans mon Ordonnance , les justes motifs qui m'ont fait croire que ce ne seroit que par une erreur trop cruelle , pour l'ensemble du Tiers , qu'on abuseroit de l'énoncé du nombre de quatre-vingt-dix dans l'état des Députés des Villes , pour priver la Sénéchaussée du droit d'en avoir deux cens , comme l'article XXXIV les accorde aux moindres Sénéchaussées du Royaume.

On a évidemment méconnu notre localité , en croyant avoir suffisamment disposé pour la Sénéchaussée de Marseille , en disposant pour l'universalité de celles du Royaume ; mais on n'a pas dû imaginer qu'on prendroit l'état des Députés des Villes , pour l'état des députations des Sénéchaussées , puisqu'on en avoit fait deux distincts sous deux titres différens.

J'ai cru devoir réparer , autant que prévenir cette double erreur ; & je me suis dit : Marseille , comme Sénéchaussée , doit avoir au moins deux cens Députés ; comme Ville , elle n'en peut avoir que quatre-vingt-dix ; par-tout ailleurs , il faut réduire deux fois , 1°. pour la députation de la Ville à la Sénéchaussée ; 2°. Pour l'ensemble des députations du Ressort de la Sénéchaussée ; &



au contraire à Marseille , à cause de l'erreur sensible , sur ce qui la concerne , il faut tout simplement pour la réparer , ne rien réduire & admettre tout ce que les députations de la Ville & du Terroir , donneront de Représentans au-dessous de deux cens , nombre auquel on fait aujourd'hui qu'ils ne s'élèveront pas.

C'est ce que j'ai exécuté , en ordonnant , sous le bon plaisir du Roi , que le nombre des Députés du Tiers de cette Sénéchaussée , quoique supérieur à quatre-vingt-dix & non excédant deux-cents seroit admis à l'Assemblée générale.

La Lettre de Monseigneur le Garde des Sceaux du 12 de ce mois , dont j'ai l'honneur de vous envoyer la copie , justifie tout ce que je viens de vous marquer , qui n'en est que le commentaire.

Il y est dit que , dans nombre de Bailliages on se plaint de la réduction du Tiers-état à deux-cents représentans , mais que cette réduction n'est pas de rigueur ; ce Ministre m'autorise même , au nom de Sa Majesté , à augmenter ce nombre , dans le cas où ce seroit le vœu de cet Ordre. Il est bien éloigné de penser que l'on puisse , à Marseille , se plaindre de ce qu'il est trop considérable , quoiqu'au dessous peut être de deux cents.

Au surplus , S. M. , en accordant au Tiers-état un aussi grand nombre de représentans , que les circonstances le comporteroient d'après le vœu de cet Ordre , à eu en vue son plus grand intérêt.

Ici , aucun des deux autres Ordres ne s'est plaint de l'interprétation que j'avois dû faire des réglemens par es instructions que j'avois



reques. La classe seule des Commerçans a réclamé contre une disposition qui intéresse l'Ordre entier du Tiers, dont elle est un des constituans. Je n'ai pas pu, sur leur demande isolée, révoquer un droit acquis à tout l'Ordre; j'ai proposé de suivre le vœu du Tiers-état en entier assemblé légalement, sur la pétition des Commerçans que j'aurais déferée à cette Assemblée, dont les séances commenceront Mardi; c'étoit me conformer exactement à la lettre de Monseigneur le Garde des Sceaux, qui ne me dit même de consulter le vœu du Tiers que pour excéder le nombre de deux cents.

Je joins ici copie de ma lettre à M. Thulis, président la Chambre du Commerce, qui contenoit cette offre de ma part. Veuillez bien la faire connoître à l'Assemblée du Tiers du 24, ainsi que le refus qui m'a été fait, assez prouvé par le départ du courrier extraordinaire dépêché par la Chambre.

Sa Majesté, dont je n'ai fait qu'expliquer les intentions, n'a jamais eu que celle de procurer la plus grande représentation au Tiers, & n'y a considéré que son plus grand avantage. Si cependant cet Ordre s'accorde à regarder comme plus favorable, d'être représenté par un moindre nombre de Députés, il n'a qu'à énoncer son vœu, & j'y déférerai, bien assuré de ne faire qu'un acte de justice, & de seconder les vues bienfaisantes de Sa Majesté, même en m'écartant dans cette circonstance unique, de ce qu'elle a prescrit & de ce que l'on a si ardemment désiré & sollicité par-tout ailleurs.

J'espère que, d'après l'exposé que j'ai l'hon-



( 8 )

neur de vous faire, vous mettez l'Assemblée  
du Tiers-état à même de délibérer avec con-  
noissance de cause.

Je suis avec une respectueuse considération,

MESSIEURS;

Votre très-humble & très-obéissant  
Serviteur,

Signé, DE DEMANDOLX,  
Lieutenant-Général.